

# En Alsace, la réforme Peillon casse la semaine idéale

Le Point.fr - Publié le 18/10/2013 à 07:20

**Les écoles de la ville de Munster ont adopté il y a 24 ans leur propre semaine de 4,5 jours. Mais les nouveaux rythmes risquent de ruiner leurs efforts.**



*Les écoliers de Munster pourront-ils conserver leurs rythmes scolaires atypiques à la rentrée prochaine ? (photo d'illustration) © SERGE POUZET/SIPA*

Ils n'avaient pas attendu la réforme de [Vincent Peillon](#) pour mettre en place leurs propres rythmes scolaires. Cela fait 24 ans que les écoliers de Munster ont adopté la semaine de 4,5 jours et qu'ils profitent d'activités périéducatives, bien avant que ces mesures soient simplement évoquées par les désormais célèbres chronobiologistes. Pourtant, la réforme de Vincent Peillon risque de tout mettre par terre.

Dans la ville alsacienne, un contrat éducatif local (CEL) a été mis en place il y a un quart de siècle et fonctionne à merveille. Le système est simple : les cours sont organisés de manière à libérer deux demi-journées complètes, pendant lesquelles les enfants peuvent choisir de ne pas fréquenter l'école, ou de s'investir dans des activités périéducatives. Ainsi, les quelque 300 élèves de la grande section de maternelle au CM2 sont en classe du lundi au vendredi, de 8 heures à midi, ainsi que les lundi et jeudi, de 13 h 30 à 15 h 30. Deux après-midis par semaine, les mardis et les vendredis, 150 élèves inscrits s'essaient à l'un des trente ateliers proposés et chapeautés par une association, La Pépinière. Ils découvrent ainsi le tir à l'arc, la marche nordique, l'aquarelle, la musique ou encore la cuisine, ils partent en forêt ou encore s'initient à l'orientation, encadrés par 22 intervenants titulaires d'un bafa, voire d'un diplôme spécifique pour certaines disciplines.

## Cauchemar

Un dispositif bien rodé, qui ravit enfants, parents, enseignants et animateurs, soutenu par la mairie, validé par la "caution scientifique" de la [chronobiologiste Claire Leconte](#), et dont les objectifs affichés ne sont pas sans rappeler ceux de la réforme de Vincent Peillon : "l'épanouissement des enfants grâce à l'apprentissage par l'observation et l'expérimentation, tout en compensant les inégalités qui subsistent à l'accès à la culture". Bref, Munster est un modèle pour les nouveaux rythmes scolaires. Las ! la réforme Peillon vire au cauchemar pour la ville de 5 000 habitants.

Car le décret Peillon impose neuf demi-journées d'enseignement et des activités gratuites, les TAP (temps d'activités périscolaires), pour compléter les journées d'école. Or à Munster, les cours s'organisent sur sept demi-journées seulement. Les activités, toutes subventionnées par la municipalité, sont facturées 17 euros par trimestre et par activité aux familles (excepté celles en difficultés, qui bénéficient d'un soutien financier). Impossible donc de substituer l'ancien CEL par les nouveaux TAP.

Pour les conserver, les activités actuelles du CEL devraient donc être organisées après celles qui sont prévues dans la réforme. Elles n'auraient alors plus aucun sens ! "Si on reléguait notre CEL après la journée telle qu'elle est prévue dans la réforme de Vincent Peillon, les ateliers ne pourraient excéder une heure, sans quoi la journée des enfants serait vraiment trop surchargée. Sans compter que de nombreux ateliers qui nécessitent plus de temps pour être organisés sérieusement seraient abandonnés", déplorent Sylvia Braesch et Claire [Monod](#), représentantes des parents d'élèves (PEEP et indépendants).

## "Pas de clash"

Jusqu'à présent, les trois écoles de Munster bénéficiaient d'un système dérogatoire pour organiser les cours sur sept demi-journées : "En mai dernier, la rectrice, qui nous a accordé comme chaque année la dérogation pour l'année 2013/2014, nous a averti que cela ne serait plus possible à partir de la rentrée prochaine", explique, déçu, Pierre Dischinger, le maire de Munster. "C'est vraiment dommage, on casse un système génial. Mais notre intention n'est toutefois pas d'aller au clash, ce serait contre-productif", précise-t-il, prudent.

Pas de "clash" donc, mais une mobilisation de la part de tous les acteurs : Pierre Dischinger et les parents d'élèves ont envoyé des courriers à la sénatrice du Haut-Rhin, au ministère, au directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), à l'inspecteur d'académie de la circonscription. Leur objectif : montrer en douceur aux instances décisionnaires qu'ils vont déjà dans le sens de la réforme depuis bien longtemps, et qu'il ne faut pas leur imposer d'appliquer le décret à la lettre. La sénatrice, [Patricia Schillinger](#), s'est d'ores et déjà engagée à venir voir en personne le dispositif en place. Si cette visite ne porte pas ses fruits, Sylvia Braesch ne laissera pas tomber : "On fera tout pour ne pas appliquer cette réforme", insiste-t-elle. Son combat ne fait que commencer.